des passeports, qui aura fait usage d'un permis de circulation délivré à une autre personne, ou bien qui aura cédé à un tiers son permis de circulation pour lui permettre de l'utiliser ;

d) aura franchi la frontière entre les deux parties du territoire plébiscité, soit par d'autres endroits que ceux fixés à cet effet, soit sans être munie d'un permis de circulation ou de toute autre pièce d'identité requise pour le passage de la frontière ;

e) en franchissant la frontière, aura opposé une résistance violente aux agents ou fonctionnaires en service, ou bien qui, à plusieurs reprises, se sera soustraite à leur contrôle ;

f) aura gravement contrevenu aux règlements édictés en exécution des dispositons du présent titre.

Article 269

Le permis de circulation peut être refusé par les autorités compétentes de l'une des Parties contractantes aux personnes habitant le territoire de l'autre

a) qui remplissent l'une des conditions prévues par les articles 266 lit. *a*) et *b*), 267 lit *a*) à *d*) et 268 lit. *a*) à *f*),

b) qui, au cours des cinq années qui précèdent, auront été condamnées à une peine privative de liberté de plus d'une année à raison d'infractions autres que celles qui sont spécifiées aux articles 266 et 267.

Article 270

Les permis de circulation pourront, pour des motifs d'équité, à prendre en considération pour chaque cas particulier, être délivrés, après accord des autorités compétentes des deux Parties contractantes, à des personnes qui n'ont pas droit à un permis de circulation, à raison des dates imposées par les articles 260 et 261 lit. *c*) ou pour les raisons spécifiées aux articles 263 à 265, mais qui remplissent néanmoins les autres conditions requises par les articles 260 ou 261.

Chapitre II

Droits des titulaires de permis

Article 271

1. — Le permis de circulation permet à son titulaire de franchir à volonté la frontière entre

gestellte Verkehrskarte gebraucht oder ihre Verkehrskarte einem anderen zum Gebrauch überlassen haben;

d) die Grenze zwischen den beiden Teilen des Abstimmungsgebiets an anderen als den zugelassenen Stellen oder ohne Verkehrskarte oder ohne einen nach sonstigen Bestimmungen erforderlichen Ausweis überschritten haben;

e) beim Grenzübergange den Kontrollbeamten tätlichen Widerstand entgegengesetzt oder sich wiederholt der amtlichen Kontrolle entzogen haben;

f) gegen die zu diesem Titel erlassenen Ausführungsbestimmungen in schwerwiegender Weise verstoßen haben.

Artikel 269

Versagt werden kann die Verkehrskarte von der zuständigen Behörde des einen vertragschließenden Teiles den im Gebiete des anderen Teiles wohnenden Personen,

a) bei denen eine der Voraussetzungen des Artikel 266 Abs. 1 Buchstabe a und b, Artikel 267 Buchstabe a bis d und Artikel 268 Buchstabe a bis f vorliegt,

b) die innerhalb der letzten fünf Jahre wegen einer in den Artikeln 266 und 267 nicht aufgeführten strafbaren Handlung zu einer Freiheitsstrafe von mehr als einem Jahre verurteilt worden sind.

Artikel 270

Aus Billigkeitsgründen können im Einzelfall auf Grund einer Vereinbarung der zuständigen Behörde des einen mit der zuständigen Behörde des anderen vertragschließenden Teiles auch Personen eine Verkehrskarte erhalten, denen sie im Hinblick auf die Zeitbestimmungen der Artikel 260 und 261 Buchstabe c oder aus den in den Artikeln 263 bis 265 aufgeführten Gründen nicht zusteht, bei denen aber die anderen Voraussetzungen der Artikel 260 oder 261 vorliegen.

Kapitel II

Umfang der Befugnisse

Artikel 271

(1) Die Verkehrskarte gibt dem Inhaber die Befugnis, die Grenze zwischen den beiden Teilen des

les deux parties du territoire plébiscité, sans passeport et sans formalités de visa, ainsi que de circuler librement dans l'autre partie du territoire plébiscité.

2. — Le permis de circulation ne confère toutefois pas au titulaire habitant l'une des parties du territoire plébiscité le droit de se transporter, en dehors du territoire plébiscité, dans une partie quelconque du territoire de l'autre État. Le titulaire d'un permis de circulation n'a ce droit que s'il s'est conformé, en passant la frontière entre les deux parties du territoire plébiscité, aux prescriptions générales en vigueur en matière de passeports pour l'entrée dans le pays.

Article 272

1. — Le permis de circulation ne permet de franchir la frontière entre les deux parties du territoire plébiscité qu'aux endroits de passage où s'opèrent les formalités douanières ou qui sont désignés d'un commun accord par les autorités compétentes des deux Parties contractantes.

2. — Ces endroits de passage doivent être portés à la connaissance du public.

Article 273

1. — Dans les cas qui pourraient justifier le refus d'un permis de circulation (articles 266 à 269), les autorités pourront, au lieu de refuser le permis, limiter à certains endroits de passage le droit de franchir la frontière et à certaines zones ou localités le droit de circuler dans l'autre partie du territoire plébiscité.

2. — Il en est de même lorsqu'un permis est délivré en vertu de l'article 270.

Article 274

1. — Les attestations de fréquentation scolaire ou de participation à une instruction religieuse préparatoire à la première communion au à la confirmation (article 262, alinéa 3) ne permettent que de franchir la frontière aux endroits se trouvant sur l'itinéraire qui conduit de l'habitation à l'école ou au cours en question, ou vice-versa.

2. — Pendant les vacances, la validité de ces attestations est suspendue.

Article 275

Les agents de police possédant individuellement un permis de circulation (article 263, lit. *b*) et article 270) ne peuvent s'en servir que pour franchir la frontière en habits civils.

Abstimmungsgebiets beliebig oft ohne Paß und ohne Sichtvermerk zu überschreiten und in dem anderen Teile des Abstimmungsgebiets ungehindert zu verkehren.

(2) Die Verkehrskarte gibt dem in einem Teile des Abstimmungsgebiets wohnenden Inhaber nicht die Befugnis, sich über den anderen Teil des Abstimmungsgebiets hinaus in das übrige Gebiet des anderen Staates zu begeben. Der Inhaber einer Verkehrskarte hat diese Befugnis nur, wenn er beim Übertritt über die Grenze zwischen den beiden Teilen des Abstimmungsgebiets die für die Einreise geltenden allgemeinen Paßbestimmungen erfüllt hat.

Artikel 272

(1) Die Überschreitung der Grenze zwischen den beiden Teilen des Abstimmungsgebiets auf Grund einer Verkehrskarte ist nur an den Übergangsstellen zulässig, an denen entweder eine Zollabfertigung stattfindet oder die durch Vereinbarung der hierfür zuständigen Behörden der vertragschließenden Teile freigegeben werden.

(2) Diese Übergangsstellen sind öffentlich bekannt zu machen.

Artikel 273

(1) Wird in den bezeichneten Fällen (Artikel 266 bis 269) von dem Recht, die Verkehrskarte zu versagen, kein Gebrauch gemacht, so kann statt dessen die Befugnis, die Grenze zu überschreiten, auf bestimmte Grenzübergangsstellen und die Befugnis, in dem anderen Teile des Abstimmungsgebiets zu verkehren, auf bestimmte Orte oder Gebiete beschränkt werden.

(2) Das gleiche gilt in den Fällen, in denen die Ausstellung der Karte auf Grund des Artikel 270 erfolgt.

Artikel 274

(1) Die Bescheinigung über den Schulbesuch oder über die Teilnahme am Beicht- oder Konfirmandenunterricht (Artikel 262 Abs. 3) gibt die Befugnis zum Überschreiten der Grenze nur auf den Übergängen, die auf dem Schulwege oder dem Wege zum und vom Unterrichte liegen.

(2) Während der Ferien ruht die Befugnis.

Artikel 275

Wenn Polizeibeamte im Einzelfall eine Verkehrskarte erhalten (Artikel 263 Buchstabe b, Artikel 270), dürfen sie diese zum Überschreiten der Grenze nur in bürgerlicher Kleidung benutzen.

Article 276

Les titulaires de permis de circulation sont soumis aux prescriptions concernant l'importation, l'exportation et les douanes ; ils sont notamment soumis à la visite douanière à la frontière, sauf facilités spéciales qui pourraient être convenues entre les deux Gouvernements.

Article 277

Les ecclésiastiques peuvent prendre avec eux à l'aller et au retour, en franchise de tous droits de douane et autres taxes, les objets dont ils ont besoin pour exercer leur ministère. Le même droit est reconnu aux écoliers et aux élèves des cours préparant à la première communion ou à la confirmation, en ce qui concerne les objets dont ils ont besoin.

Article 278

1. — Les mesures générales limitant ou suspendant la circulation à l'intérieur du territoire d'une des Parties contractantes ou à la frontière, édictées conformément au droit en vigueur à ce moment ou en vertu d'accords internationaux, sont applicables aux titulaires de permis de circulation.

2. — Si l'une des Parties contractantes se trouvait engagée dans une guerre, elle pourrait interdire totalement ou partiellement le passage de la frontière entre les deux parties du territoire plébiscité, même aux titulaires de permis de circulation.

3. — Les mesures limitant ou suspendant la circulation seront, autant que possible, communiquées quarante-huit heures avant leur entrée en vigueur, par l'Allemagne à l'autorité administrative polonaise de deuxième instance, et par la Pologne à l'autorité administrative supérieure allemande.

Chapitre III

Emission des permis de circulation

Article 279

1. — Les permis de circulation, rédigés en allemand et en polonais d'après un modèle spécialement convenu, sont établis pour chaque année, sur carton vert clair, par les autorités allemandes, et sur carton brun clair par les autorités polonaises.

2. — Dans le cas où un permis de circulation est délivré en vertu des dispositions de l'article 270, ou dans les cas où il pourrait être refusé à raison

Artikel 276

Die Inhaber der Verkehrskarten unterliegen allen Ein- und Ausfuhr- sowie Zollvorschriften, insbesondere auch den zollamtlichen Untersuchungen beim Grenzübertritt, soweit nicht besondere Erleichterungen zwischen den beiden Regierungen vereinbart werden.

Artikel 277

Geistliche dürfen die zur Vornahme ihrer Amtshandlungen erforderlichen Gegenstände beim Überschreiten der Grenze frei von Zöllen und sonstigen Abgaben aus- und wiedereinführen. Das gleiche Recht steht Schulkindern und Teilnehmern am Beicht- und Konfirmandenunterricht hinsichtlich der für den Unterricht erforderlichen Gegenstände zu.

Artikel 278

(1) Allgemeine Verkehrseinschränkungen und Verkehrssperren, die einer der vertragschließenden Teile auf Grund des jeweils geltenden Rechtes oder auf Grund internationaler Vereinbarungen innerhalb seines Gebiets oder an der Grenze verhängt, finden auf Inhaber von Verkehrskarten Anwendung.

(2) Wird einer der vertragschließenden Teile in einen Krieg verwickelt, so ist er berechtigt, die Grenze zwischen den beiden Teilen des Abstimmungsgebiets auch für Inhaber von Verkehrskarten ganz oder teilweise zu sperren.

(3) Die Verhängung von Verkehrseinschränkungen oder Verkehrssperren ist tunlichst achtundvierzig Stunden vor ihrem Inkrafttreten von deutscher Seite der polnischen Verwaltungsbehörde zweiter Instanz, von polnischer Seite der deutschen höheren Verwaltungsbehörde mitzuteilen.

Kapitel III

Ausstellung der Verkehrskarte

Artikel 279

(1) Die Verkehrskarten werden nach einem besonders vereinbarten Muster in deutscher und in polnischer Sprache, deutscherseits auf hellgrünem, polnischerseits auf hellbraunem Karton, jeweils für das laufende Kalenderjahr ausgestellt.

(2) In den Fällen, in denen die Verkehrskarte auf Grund des Artikel 270 ausgestellt wird, oder in denen sie gemäß den Artikeln 266 bis 269 hätte versagt

des dispositions des articles 266 à 269, sa période de validité peut être restreinte.

Article 280

1. — Les permis de circulation sont établis dans la partie allemande par les autorités administratives inférieures, et dans la partie polonaise par les autorités administratives de première instance, ou par des autorités hiérarchiquement correspondantes.

2. — Toutes ces autorités sont désignées dans le présent titre par les mots « Office des permis ».

3. — Est compétent pour délivrer un permis, l'Office des permis de la circonscription où habite le destinataire.

Article 281

1. — Les permis de circulation ne sont délivrés que sur demande des intéressés.

2. — La demande doit être adressée à l'Office des permis compétent, et, lorsque les autorités auront été spécialement désignées à cet effet, elle devra l'être par l'intermédiaire de ces autorités.

3. — Les faits motivant la demande doivent être dûment prouvés, s'ils ne sont pas notoires. Chaque demande doit être accompagnée de trois photographies identiques, légalisées par la police, ainsi que d'attestations délivrées par la police au sujet des faits qui ne sont pas notoires.

Article 282

Pour être valables, les permis de circulation doivent, dans tous les cas, être contresignés par l'autorité compétente de l'autre État.

Article 283

1. — Est compétent pour contresigner les permis de circulation, le consul de l'autre Partie contractante en fonctions dans le district d'émission ou le fonctionnaire expressément autorisé à le remplacer.

2. — Les autorités compétentes pour contresigner les permis sont désignées dans le présent titre par les mots « Office des contresignatures ».

Article 284

1. — L'Office des permis envoie directement à l'Office des contresignatures les permis de circulation qu'il émet, en y joignant les demandes des intéressés ainsi que les pièces justificatives. Au cas où les faits allégués sont notoires, il doit être fait mention de cette circonstance.

werden können, kann ihre Gültigkeitsdauer beschränkt werden.

Artikel 280

(1) Die Verkehrskarten werden auf deutscher Seite durch die unteren Verwaltungsbehörden, auf polnischer Seite durch die Verwaltungsbehörden erster Instanz oder durch Behörden, die diesen Behörden gleichstehen, ausgestellt.

(2) Diese Behörden werden in diesem Titel als »Ausstellungsbehörden« bezeichnet.

(3) Örtlich zuständig ist die Ausstellungsbehörde, in deren Bezirke die Person wohnt, für welche die Verkehrskarte ausgestellt werden soll.

Artikel 281

(1) Die Verkehrskarte wird nur auf Antrag ausgestellt.

(2) Der Antrag ist — gegebenenfalls durch Vermittlung der damit beauftragten Behörden — bei der örtlich zuständigen Ausstellungsbehörde zu stellen.

(3) Die Tatsachen, die den Antrag begründen sollen, müssen, soweit sie nicht offenkundig sind, einwandfrei dargetan werden. Jedem Antrag müssen drei gleiche polizeilich beglaubigte Lichtbilder sowie polizeiliche Bescheinigungen über die nicht offenkundigen Tatsachen beigefügt werden.

Artikel 282

Die Verkehrskarte bedarf zu ihrer Gültigkeit in allen Fällen der Gegenzeichnung durch die zuständige Behörde des anderen Staates.

Artikel 283

(1) Die Gegenzeichnung wird von dem für den Bezirk der Ausstellungsbehörde zuständigen Konsul des anderen vertragschließenden Teiles oder von dem mit seiner Vertretung ausdrücklich beauftragten Beamten vorgenommen.

(2) Die für die Gegenzeichnung zuständigen Behörden werden in diesem Titel als »Gegenzeichnungsbehörden« bezeichnet.

Artikel 284

(1) Die Ausstellungsbehörde übersendet die von ihr ausgestellte Verkehrskarte nebst dem Antrag und den erforderlichen Unterlagen unmittelbar der Gegenzeichnungsbehörde. Soweit die in Betracht kommenden Tatsachen offenkundig sind, ist dies zu vermerken.

2. — Dans les deux semaines à dater de la réception, l'Office des contresignatures renvoie le permis à l'Office des permis, ainsi que la demande de l'intéressé et les pièces justificatives, soit avec sa contresignature, soit avec l'indication des raisons pour lesquelles il demande soit que le permis soit refusé, soit que, conformément aux dispositions de l'article 273, ses effets soient limités à certains endroits de passage de la frontière, à certaines localités ou à certaines zones à déterminer, ou encore que la durée de la validité du permis soit restreinte conformément aux dispositions de l'article 279, alinéa 2.

3. — Aucun permis de circulation ne peut être délivré sans contresignature.

(2) Der Ausstellungsbehörde wird die Verkehrskarte nebst dem Antrag und den Unterlagen binnen zwei Wochen nach Eingang von der Gegenzeichnungsbehörde entweder mit Gegenzeichnung oder unter Angabe der Gründe zurückgesandt, aus denen sie die Versagung der Verkehrskarte oder gemäß Artikel 273 ihre Beschränkung auf bestimmte, näher zu bezeichnende Grenzübergangsstellen, auf bestimmte Orte oder Gebiete oder gemäß Artikel 279 Abs. 2 eine Beschränkung ihrer Gültigkeitsdauer verlangt.

(3) Ohne Gegenzeichnung darf die Verkehrskarte nicht ausgehändigt werden.

Article 285

1. — Les dispositions des articles 279 à 284 sont également applicables

a) lorsque le permis de circulation est renouvelé pour la nouvelle anneée qui commence ;

b) lorsque, au cours de l'année, un nouveau permis est accordé parce que

1° le titulaire établit d'une manière plausible qu'il a perdu son permis de circulation; ou

2° le permis de circulation est devenu illisible ou inutilisable ; ou

3° le titulaire d'un permis de circulation demande l'inscription d'enfants sur son permis (article 262).

2. — Dans les cas spécifiés aux chiffres 2 et 3, l'ancien permis devra être restitué avant que le nouveau soit délivré.

Artikel 285

(1) Die Bestimmungen der Artikel 279 bis 284 finden auch Anwendung,

a) wenn eine Karte für das folgende Kalenderjahr neu ausgestellt werden soll; oder

b) wenn im Laufe eines Kalenderjahres eine neue Karte ausgestellt werden soll, weil

1. der Inhaber einer Verkehrskarte den Verlust der Karte glaubhaft macht; oder weil

2. die Verkehrskarte unleserlich oder sonst unbrauchbar wird; oder weil

3. der Inhaber der Verkehrskarte die Eintragung von jugendlichen Personen beantragt (Artikel 262).

(2) In den Fällen zu 2 und 3 ist die alte Verkehrskarte vor Aushändigung der neuen zurückzugeben.

Chapitre IV

Retrait de permis ou restrictions des droits que confèrent les permis

Article 286

1. — Le permis de circulation sera retiré au titulaire par l'Office des permis ou par l'Office des contresignatures

a) lorsqu'il est établi que les conditions requises pour sa délivrance (articles 260 et 261) ne sont plus remplies ou ne l'ont jamais été; ou

Kapitel IV

Entziehung und nachträgliche Beschränkung der Karte

Artikel 286

(1) Die Verkehrskarte ist dem Inhaber durch die Ausstellungsbehörde oder durch die Gegenzeichnungsbehörde zu entziehen, wenn:

a) festgestellt wird, daß die Voraussetzungen für die Ausstellung (Artikel 260 und 261) nicht mehr vorliegen oder niemals vorgelegen haben; oder wenn

b) lorsqu'une des conditions prévues par les articles 263 à 265 est constatée ou se réalise ultérieurement.

2. — Le permis de circulation peut être retiré par l'Office des permis ou par l'Office des contresignatures, ou les droits qu'il confère peuvent être restreints par l'un ou l'autre de ces Offices, conformément aux articles 273 et 279, si l'une des conditions prévues par les articles 266, lit. *a*) et *b*), 267, lit. *a*) à *d*) et 268, lit. *a*) à *f*) est constatée ou se réalise ultérieurement.

3. — Le permis peut être retiré par l'Office des contresignatures si l'une des conditions prévues par l'article 269, lit. *b*) est constatée ou se réalise ultérieurement.

Article 287

1. — A la demande de l'Office des contresignatures, l'Office des permis doit retirer un permis ou restreindre les droits qu'il confère, si l'une des conditions prévues par l'article 269, lit. *a*) et *b*) a été constatée ou se réalise ultérieurement.

2. — La production par l'Office des contresignatures d'un jugement définitif suffit pour prouver les faits articlés à l'appui de sa demande.

Article 288

1. — Le retrait d'un permis s'effectue

a) soit par l'Office des permis, celui-ci le confisquant et le transmettant à l'Office des contresignatures avec une marque d'annulation;

b) soit par l'Office des contresignatures, celui-ci radiant la contresignature et transmettant le permis à l'Office des permis. Dans ce dernier cas, le titulaire recevra, sur sa demande, une déclaration attestant que le permis de circulation, portant tel numéro et délivré par tel Office, lui a été retiré, et lui permettant de regagner l'autre partie du territoire plébiscité, dans un délai à fixer équitablement.

2. — Lors des transmissions prévues au présent article, les raisons motivant le retrait du permis seront indiquées.

Article 289

Si les droits découlant d'un permis doivent être restreints (articles 286 et 287) le permis sera retiré et un nouveau permis contenant les restrictions nécessaires sera délivré.

b) eine der Voraussetzungen der Artikel 263 bis 265 nachträglich festgestellt wird oder eintritt.

(2) Die Verkehrskarte kann dem Inhaber durch die Ausstellungsbehörde oder durch die Gegenzeichnungsbehörde entzogen oder durch eine dieser Behörden in ihrer Geltung gemäß Artikel 273 und 279 beschränkt werden, wenn eine der Voraussetzungen des Artikel 266 Abs. 1 Buchstabe a und b, Artikel 267 Buchstabe a bis d sowie Artikel 268 Buchstabe a bis f nachträglich festgestellt wird oder eintritt.

(3) Die Verkehrskarte kann dem Inhaber von der Gegenzeichnungsbehörde entzogen werden, wenn eine der Voraussetzungen des Artikel 269 Buchstabe b nachträglich festgestellt wird oder eintritt.

Artikel 287

(1) Auf Verlangen der Gegenzeichnungsbehörde hat die Ausstellungsbehörde die Verkehrskarte dem Inhaber zu entziehen oder in ihrer Geltung zu beschränken, wenn eine der Voraussetzungen des Artikel 269 Buchstabe a und b nachträglich festgestellt wird oder eintritt.

(2) Zum Nachweise der Tatsachen, mit denen die Gegenzeichnungsbehörde ihr Verlangen begründet, genügt die Vorlegung einer rechtskräftigen Entscheidung.

Artikel 288

(1) Die Entziehung der Verkehrskarte erfolgt:

a) seitens der Ausstellungsbehörde durch Einziehung der Karte und Übersendung der als ungültig gekennzeichneten Karte an die Gegenzeichnungsbehörde;

b) seitens der Gegenzeichnungsbehörde durch Streichung der Gegenzeichnung und Übersendung der Karte an die Ausstellungsbehörde. In diesem Falle ist dem Inhaber auf Antrag eine Bescheinigung auszustellen, daß ihm die nach Nummer und Ausstellungsbehörde zu bezeichnende Verkehrskarte abgenommen worden ist, und daß er die Befugnis hat, innerhalb einer angemessen zu bestimmenden Frist in den anderen Teil des Abstimmungsgebiets zurückzukehren.

(2) Die Gründe für die Entziehung sind bei der Übersendung der Karte mitzuteilen.

Artikel 289

Soll die Geltung einer Verkehrskarte nachträglich beschränkt werden (Artikel 286, 287), so ist die alte Verkehrskarte einzuziehen und eine neue Verkehrskarte mit beschränkter Geltung auszustellen.

Chapitre V

Taxes et droits de timbre

Article 290

Toutes les demandes et requêtes concernant les permis de circulation, toutes les attestations de police requises, la délivrance et la contresignature des permis, ainsi que les attestations prévues par l'article 288, lit. *b*), sont exemptes de toutes taxes et droits de timbre.

Article 291

Les Parties contractantes peuvent toutefois percevoir une taxe pour la délivrance et la contresignature d'un nouveau permis de circulation, en cas de perte de l'ancien. Elles peuvent en outre porter la perte et l'annulation de l'ancien permis, ainsi que la délivrance du nouveau, à la connaissance du public aux frais de l'intéressé.

Chapitre VI

Voies de recours

Article 292

1. — Si le permis de circulation est refusé ou si les droits qu'il confère sont restreints (article 273), ou si le permis de circulation est retiré à l'intéressé en vertu de l'article 286, alinéa 1, l'Office des permis doit notifier officiellement à l'intéressé sa décision motivée ou la lui faire remettre contre reçu.

2. — L'intéressé pourra, dans le délai d'une semaine, former contre la décision rendue à son égard un recours qui devra être adressé par écrit à l'Office des permis ou y être consigné dans un procès-verbal. Ce recours sera transmis sans délai avec tout le dossier à l'autorité administrative supérieure allemande, ou à l'autorité administrative polonaise de deuxième instance, selon les cas.

Article 293

Si la décision qui fait l'objet du recours émane de l'Office des permis, l'autorité qui lui est hiérarchiquement supérieure examine le recours et avise l'Office des permis de lui faire droit, si elle le tient pour fondé.

Article 294

1. — Si l'autorité hiérarchiquement supérieure ne tient pas le recours pour fondé ou si la décision

Kapitel V

Gebühren und Stempel

Artikel 290

Alle die Verkehrskarte betreffenden Anträge und Eingaben, die erforderlichen polizeilichen Bescheinigungen, die Ausstellung und die Gegenzeichnung der Verkehrskarte sowie die im Artikel 288 Abs. 1, Buchstabe b, vorgesehene Bescheinigung sind stempel- und gebührenfrei.

Artikel 291

Für die Ausstellung und Gegenzeichnung einer neuen Verkehrskarte im Falle des Verlustes der alten können die vertragschließenden Teile eine Gebühr erheben. Den Verlust und die Ungültigkeitserklärung der alten Verkehrskarte sowie die Ausstellung der neuen Verkehrskarte kann zudem auf Kosten des Antragstellers öffentlich bekanntgegeben werden.

Kapitel VI

Rechtsmittel

Artikel 292

(1) Wird die Verkehrskarte versagt oder nur eine in ihrer Geltung beschränkte Verkehrskarte (Artikel 273) erteilt, oder wird eine Verkehrskarte auf Grund des Artikel 286 Abs. 1 entzogen, so hat die Ausstellungsbehörde dem Antragsteller einen begründeten Bescheid zuzustellen oder gegen Empfangsschein auszuhändigen.

(2) Gegen diesen Bescheid steht dem Antragsteller oder Karteninhaber die Beschwerde zu. Die Beschwerde ist innerhalb einer Woche schriftlich oder zu Protokoll bei der Ausstellungsbehörde anzubringen und von dieser unverzüglich mit allen Unterlagen auf deutscher Seite der höheren Verwaltungsbehörde, auf polnischer Seite der Verwaltungsbehörde zweiter Instanz vorzulegen.

Artikel 293

Beruht der angefochtene Bescheid auf einer Entscheidung der Ausstellungsbehörde, so liegt die Prüfung der Beschwerde der ihr vorgesetzten Behörde ob. Hält diese die Beschwerde für begründet, so weist sie die Ausstellungsbehörde an, ihr stattzugeben.

Artikel 294

(1) Hält die vorgesetzte Behörde die Beschwerde gegen eine Entscheidung der Ausstellungsbehörde für

qui fait l'objet du recours a été rendue par l'Office des contresignatures, c'est la Commission arbitrale des permis de circulation, composée d'un délégué allemand et d'un délégué polonais, qui décidera.

2. — Dans ces cas, le recours et tout le dossier seront transmis sans délai par l'autorité administrative supérieure allemande ou par l'autorité administrative polonaise de deuxième instance au délégué de leur pays à cette Commission. Ce délégué se mettra en rapports avec son collègue afin de prendre la décision.

Article 295

1. — Si les deux membres de la Commission arbitrale des permis sont d'accord, leur décision est définitive.

2. — Cette décision, qui doit être motivée, sera communiquée à l'autorité administrative supérieure allemande et à l'autorité administrative polonaise de deuxième instance.

3. — Ces autorités la transmettront à l'Office des permis ou à l'Office des contresignatures dont la décision faisait l'objet du recours.

4. — Si la décision de la Commission donne raison en tout ou en partie à l'intéressé, il sera donné sans délai satisfaction à celui-ci, conformément à la décision.

5. — Si le recours est rejeté, la décision sera notifiée à l'intéressé par l'autorité administrative supérieure allemande ou par l'autorité administrative polonaise de deuxième instance. Il sera notifié à l'intéressé que la décision est définitive.

Article 296

Si les deux membres de la Commission arbitrale des permis ne sont pas d'accord, le recours et tout le dossier seront soumis au Tribunal arbitral avec un exposé motivé par écrit de l'opinion de chaque membre. La décision du Tribunal arbitral sera obligatoire pour les autorités des deux Parties contractantes. Les Offices des permis et les Offices des contresignatures devront se conformer sans délai à toute décision faisant droit au recours. Si le recours est rejeté, la décision sera notifiée à l'intéressé par l'autorité administrative supérieure allemande ou par l'autorité administrative polonaise de deuxième instance.

Article 297

1. — Si un Office des permis ou un Office des contresignatures veut retirer un permis de circu-

unbegründet, oder beruht der angefochtene Bescheid auf einer Entscheidung der Gegenzeichnungsbehörde, so entscheidet das »Schiedsamt für Verkehrskarten«, das aus einem deutschen und einem polnischen Mitgliede besteht.

(2) In diesen Fällen wird die Beschwerde mit allen Unterlagen von der deutschen höheren Verwaltungsbehörde oder von der polnischen Verwaltungsbehörde zweiter Instanz unverzüglich dem ihrem Staate angehörenden Mitglied des Schiedsamts vorgelegt. Dieses Mitglied setzt sich zur Herbeiführung einer Entscheidung mit dem anderen Mitglied ins Benehmen.

Artikel 295

(1) Einigen sich die beiden Mitglieder des Schiedsamts für Verkehrskarten, so ist dessen Entscheidung endgültig.

(2) Die Entscheidung ist mit Gründen zu versehen und der deutschen höheren Verwaltungsbehörde sowie der polnischen Verwaltungsbehörde zweiter Instanz mitzuteilen.

(3) Diese Behörden übermitteln sie der Ausstellungsbehörde oder der Gegenzeichnungsbehörde, gegen die sich die Beschwerde richtet.

(4) Ist der Beschwerde ganz oder teilweise stattgegeben worden, so ist der Entscheidung unverzüglich zu entsprechen.

(5) Eine abweisende Entscheidung wird dem Beschwerdeführer durch die deutsche höhere Verwaltungsbehörde oder durch die polnische Verwaltungsbehörde zweiter Instanz, in deren Bezirk er wohnt, zugestellt; dabei ist dem Beschwerdeführer zu eröffnen, daß die Entscheidung endgültig ist.

Artikel 296

Einigen sich die beiden Mitglieder des Schiedsamts für Verkehrskarten nicht, so legen sie die Beschwerde mit einer schriftlichen Begründung des beiderseitigen Standpunkts und mit allen Unterlagen dem Schiedsgerichte vor. Die Entscheidung des Schiedsgerichts ist für die Behörden beider vertragschließender Teile bindend; die Ausstellungsbehörde und die Gegenzeichnungsbehörde müssen einer der Beschwerde stattgebenden Entscheidung unverzüglich entsprechen. Ein die Beschwerde abweisender Bescheid ist dem Beschwerdeführer von der deutschen höheren Verwaltungsbehörde oder von der polnischen Verwaltungsbehörde zweiter Instanz zuzustellen.

Artikel 297

(1) Will eine Ausstellungsbehörde oder eine Gegenzeichnungsbehörde eine Verkehrskarte auf Grund

lation en vertu des dispositions de l'article 286, alinéas 2 et 3, ou de l'article 287, ou veut restreindre après coup les droits que confère un permis, il doit en aviser la Commission arbitrale des permis pour obtenir son consentement, à moins que le retrait du permis ou la restriction des droits qu'il confère ne soit exigé impérieusement par les intérêts de l'État.

2. — La Commission arbitrale des permis peut entendre l'intéressé avant de rendre sa décision.

3. — Si la Commission arbitrale des permis consent, elle en avise immédiatement l'Office des permis et l'Office des contresignatures, qui prennent alors les mesures nécessaires, conformément aux dispositions des articles 288 et 289. L'Office des permis doit mentionner, dans la décision motivée qu'il est tenu de notifier officiellement à l'intéresse, que le retrait de son permis ou la restriction des droits qu'il confère a été décidé avec le consentement de la Commission arbitrale des permis. Si ladite Commission a entendu l'intéressé, le retrait de son permis ou la restriction des droits qu'il confère est définitif ; sinon le titulaire du permis peut, dans un délai d'une semaine à dater de la notification officielle de la décision, faire appel à la Commission arbitrale des permis, dont la décision est définitive.

4. — Si la Commission arbitrale des permis ou l'un de ses membres s'oppose au retrait du permis ou à la restriction des droits qu'il confère, la Commission arbitrale des permis soumet le cas, avec un exposé, motivé des points de vue et tout le dossier, au Tribunal arbitral, dont la décision est définitive. Si cette décision conclut au retrait du permis ou à la restriction des droits qu'il confère, les dispositions des articles 288 et 289 sont applicables. Dans la décision qu'il est tenu de notifier officiellement à l'intéressé, l'Office des permis doit indiquer que le retrait du permis ou la restriction des droits qu'il confère, a été décidé avec le consentement du Tribunal arbitral, et que cette décision est définitive.

5. — Si le retrait d'un permis ou la restriction des droits qu'il confère est décidé sans demander le consentement de la Commission arbitrale des permis, comme étant impérieusement exigé par les intérêts de l'État, les articles 292 à 296 sont applicables.

Article 298

L'intéressé auquel un permis de circulation a été refusé, retiré ou délivré avec restrictions, ne

der Bestimmungen des Artikel 286 Abs. 2 und 3 oder des Artikel 287 entziehen oder nachträglich in ihrer Geltung beschränken, so hat sie die Zustimmung des Schiedsamts für Verkehrskarten einzuholen, es sei denn, daß ein dringendes staatliches Interesse die sofortige Entziehung oder Beschränkung erfordert.

(2) Das Schiedsamt kann vor der Entscheidung den Inhaber der Verkehrskarte hören.

(3) Stimmt das Schiedsamt zu, so hat es die Ausstellungsbehörde und die Gegenzeichnungsbehörde unmittelbar mit Nachricht zu versehen, die darauf das Weitere gemäß den Bestimmungen der Artikel 288 und 289 veranlassen. In dem von der Ausstellungsbehörde dem Inhaber der Verkehrskarte zu erteilenden begründeten Bescheid ist zum Ausdruck zu bringen, daß die Entziehung oder Beschränkung der Verkehrskarte mit Zustimmung des Schiedsamts erfolgt. Hat das Schiedsamt den Inhaber der Verkehrskarte gehört, so ist die Entziehung oder Beschränkung der Verkehrskarte endgültig; andernfalls steht dem Inhaber der Verkehrskarte binnen einer Woche nach Zustellung des Bescheids die Anrufung des Schiedsamts offen, dessen Entscheidung endgültig ist.

(4) Stimmt auch nur eines der Mitglieder des Schiedsamts der Entziehung oder Beschränkung der Verkehrskarte nicht zu, so legt das Schiedsamt die Angelegenheit mit einer schriftlichen Begründung des beiderseitigen Standpunkts und mit allen Unterlagen dem Schiedsgericht vor, dessen Entscheidung endgültig ist. Lautet die Entscheidung auf Entziehung oder Beschränkung der Verkehrskarte, so greifen die Bestimmungen der Artikel 288 und 289 Platz. In dem von der Ausstellungsbehörde dem Inhaber der Verkehrskarte zu erteilenden Bescheid ist zum Ausdruck zu bringen, daß die Entziehung oder Beschränkung mit Zustimmung des Schiedsgerichts erfolgt und daß dessen Entscheidung endgültig ist.

(5) Ist die Entziehung oder Beschränkung der Verkehrskarte wegen Vorliegens eines dringenden staatlichen Interesses ohne Einholung der Zustimmung des Schiedsamts erfolgt, so greifen die Artikel 292 bis 296 Platz.

Artikel 298

Eine unmittelbare Anrufung des Schiedsgerichts seitens der Personen, denen die Verkehrskarte versagt,

pourra faire directement appel au Tribunal arbitral que si aucune décision ne lui a été notifiée dans les deux mois qui suivent son recours.

Article 299

Les enquêtes que la Commission arbitrale des permis jugera nécessaires pour rendre sa décision, seront provoquées par le délégué du pays où elles doivent avoir lieu.

Article 300

Si, dans les cas prévus à l'article 287, l'Office des permis ne donne pas suite à la demande de l'Office des contresignatures, celui-ci peut recourir aux bons offices de la Commission arbitrale des permis, et, si son intervention reste sans résultats, recourir à la décision du Tribunal arbitral.

Chapitre VII

Assistance réciproque des autorités

Article 301

1. — Les Parties contractantes se communiqueront réciproquement la liste de leurs Offices des permis et la liste de leurs Offices des contresignatures, ainsi que les noms des fonctionnaires compétents pour signer et leur griffe, en un nombre correspondant à celui des endroits de passage de la frontière.

2. — Les Parties contractantes s'engagent, en outre, à se prêter mutuellement assistance afin de procurer des locaux de service aux Offices des contresignatures, ainsi que des logements aux fonctionnaires de ces Offices.

Article 302

1. — Les Offices des permis et les Offices des contresignatures de chacune des Parties contractantes sont tenus de se prêter mutuellement assistance en ce qui concerne les affaires relevant des dispositions du présent titre.

2. — Les Offices des permis et des contresignatures pourront s'adresser directement à l'autorité de l'autre État préposée au casier judiciaire, en vue d'en obtenir les bulletins dont ils ont besoin pour décider s'il y a lieu d'accorder ou de contresigner les permis de circulation destinés aux personnes nées dans le territoire plébiscité ; dans tous les autres cas, ils devront passer par l'intermédiaire l'un de l'autre.

entzogen oder nur unter einer Beschränkung erteilt worden ist, ist nur zulässig, wenn sie auf ihre Beschwerde nicht binnen zwei Monaten nach ihrer Einlegung einen Bescheid erhalten haben.

Artikel 299

Die für die Entscheidung des Schiedsamts für Verkehrskarten erforderlichen Ermittlungen werden durch das Mitglied des Staates veranlaßt, in dessen Gebiet die Ermittlungen anzustellen sind.

Artikel 300

Gibt die Ausstellungsbehörde in den Fällen des Artikel 287 dem Verlangen der Gegenzeichnungsbehörde nicht statt, so kann diese die Vermittlung des Schiedsamts für Verkehrskarten und, falls die Vermittlung erfolglos ist, die Entscheidung des Schiedsgerichts anrufen.

Kapitel VII

Amtshilfe

Artikel 301

(1) Die vertragschließenden Teile werden einander die Ausstellungs- und Gegenzeichnungsbehörden sowie die Namen der zur Vollziehung berechtigten Beamten unter Angabe der Art ihrer Zeichnung in einer der Zahl der Übergangsstellen entsprechenden Anzahl mitteilen.

(2) Die vertragschließenden Teile verpflichten sich ferner, einander bei Beschaffung von Diensträumen für die Gegenzeichnungsbehörden und von Unterkunft für deren Beamten zu unterstützen.

Artikel 302

(1) Die Ausstellungsbehörden des einen und die Gegenzeichnungsbehörden des anderen vertragschließenden Teiles haben einander in den sich aus diesem Titel ergebenden Angelegenheiten Amtshilfe zu gewähren.

(2) Die Ausstellungsbehörden und die Gegenzeichnungsbehörden können die zur Vorbereitung der Ausstellung und Gegenzeichnung der Verkehrskarten erforderlichen Strafregisterauszüge für Personen, die im Abstimmungsgebiete geboren sind, unmittelbar von den Strafregisterbehörden des anderen Staates, im übrigen nur durch gegenseitige Vermittlung anfordern.

3. — L'assistance que les autorités se prêtent, ainsi que la transmission des bulletins de casier judiciaire, sont gratuites.

Article 303

Chacune des Parties contractantes prend à sa charge les frais incombant à ses autorités en raison de l'exécution des dispositions du présent titre et de l'activité de son délégué à la Commission arbitrale des permis.

Chapitre VIII

Disposition spéciale

Article 304

1. — Si, en raison du partage du territoire plébiscité, un cimetière est séparé d'un endroit auquel il est affecté, l'autorité de la police locale compétente en cet endroit pourra délivrer aux ecclésiastiques et aux personnes accompagnant un enterrement, qui ne posséderaient aucune pièce d'identité leur permettant de franchir la frontière, une attestation indiquant, outre leur nom, leur profession et leur domicile, qu'elles sont autorisées à franchir la frontière entre les deux parties du territoire plébiscité afin d'assister à l'enterrement, et à regagner le même jour la partie d'où elles sont venues.

2. — Les personnes qui prennent part à un enterrement peuvent emporter avec elles dans l'autre partie du territoire des objects funéraires usuels selon la coutume de l'endroit (couronnes, cierges et objects analogues) sans acquitter de droits de douane ou autres taxes quelconques.

Chapitre IX

Disposition transitoire

Article 305

1. — Dans les trois premiers mois à dater du transfert de la souveraineté, les facultés découlant de l'article 271 seront reconnues non seulement aux titulaires de permis de circulation, mais aussi aux titulaires des « cartes d'identité » délivrées en vertu de l'ordonnance de la Commission interalliée de Gouvernement et de Plébiscite de Haute Silésie, en date du 30 octobre 1920 (Journal Officiel de la Haute Silésie, page 88). Cependant, à l'expiration du premier mois, cette dénonciation ne s'appliquera que si la « carte d'identité » est pourvue à sa quatrième page d'une déclaration

(3) Die Amtshilfe und die Erteilung der Strafregisterauszüge erfolgen kostenlos.

Artikel 303

Jeder der vertragschließenden Teile trägt die Kosten, die durch die Ausführung der Bestimmungen dieses Titels bei seinen Behörden und durch die Tätigkeit des von ihm bestellten Mitgliedes des Schiedsamts entstehen.

Kapitel VIII

Sonderbestimmungen

Artikel 304

(1) Wird durch die Teilung des Abstimmungsgebiets ein Begräbnisplatz von einem Orte abgetrennt, für den er bestimmt ist, so kann die für diesen Ort zuständige Ortspolizeibehörde den amtierenden Geistlichen oder den an der Beerdigung teilnehmenden Personen, die keinen zum Grenzübertritt ausreichenden Personenausweis besitzen, eine Bescheinigung erteilen, daß der nach Name, Stand und Wohnort zu bezeichnende Inhaber berechtigt ist, die Grenze zwischen den beiden Teilen des Abstimmungsgebiets zur Teilnahme an der Beerdigung zu überschreiten und am gleichen Tage zurückzukehren.

(2) Teilnehmer an solchen Beerdigungen können ortsübliche Trauerzeichen (Kränze, Kerzen und ähnliches) frei von Zöllen und sonstigen Abgaben über die Grenze mitnehmen.

Kapitel IX

Übergangsbestimmungen

Artikel 305

(1) In den ersten drei Monaten nach dem Übergange der Staatshoheit stehen die sich aus Artikel 271 ergebenden Befugnisse neben den Inhabern von Verkehrskarten auch den Inhabern der auf Grund der Verordnung der Interalliierten Regierungs- und Abstimmungskommission für Oberschlesien vom 30. Oktober 1920 (Journal Officiel de la Haute-Silésie, Seite 88) ausgestellten Legitimationskarten zu, nach Ablauf des ersten Monats jedoch nur noch, wenn auf der vierten Seite der Karte von der Ausstellungsbehörde oder von den im Artikel 281 Abs. 2 bezeichneten Behörden unter Bei-

officielle de l'Office des permis ou des autorités mentionnées à l'article 281, alinéa 2, attestant que le titulaire de la « carte d'identité » a sollicité un permis de circulation. Cette déclaration doit être munie du cachet officiel.

2. — En ce qui concerne les personnes qui ne possèdent pas une telle « carte d'identité », il suffira qu'elles se procurent auprès de l'autorité de la police locale un certificat d'identité pour cette période, muni de leur photographie, à condition toutefois qu'elles habitent le territoire plébiscité depuis au moins le 1er janvier 1922. Ce certificat d'identité cessera d'être valable si, à l'expiration d'un mois à dater du transfert de la souveraineté, il n'est pas muni de l'attestation officielle spécifiée à l'alinéa 1 du présent article.

fügung des Amtssiegels bescheinigt ist, daß für den Inhaber eine Verkehrskarte beantragt worden ist,

(2) Für Personen, die diese Legitimationskarte nicht besitzen, genügt, soweit sie seit spätestens dem 1. Januar 1922 im Abstimmungsgebiet wohnen, für den gleichen Zeitraum ein von ihrer Ortspolizeibehörde ausgefertigter, mit Lichtbild versehener Personalausweis. Auch dieser Ausweis verliert mit dem Ablauf eines Monats nach dem Übergange der Staatshoheit seine Gültigkeit, falls er nicht mit der im Abs. 1 vorgesehenen Bescheinigung versehen wird.

Titre III

Finances

Chapitre premier

Régime monétaire

Article 306

1. — Pendant une période qui ne dépassera pas quinze ans, le mark allemand restera la seule monnaie ayant cours légal en Haute Silésie polonaise.

2. — Toutefois, le Gouvernement polonais pourra remplacer, même avant l'expiration de cette période de quinze ans, la monnaie allemande par la monnaie polonaise en usage au moment du remplacement. Ce remplacement ne pourra avoir lieu qu'au premier d'un mois et devra être annoncé au moins dix mois à l'avance dans le *Monitor Polski*, et le Gouvernement allemand en sera informé aussitôt.

3. — Le Gouvernement allemand pourra se libérer, par voie de dénonciation, des obligations qu'il a assumées dans le présent chapitre. La dénonciation ne pourra déployer ses effets que trois ans après avoir été faite et au plus tôt le 1er janvier 1929.

Article 307

§ 1

Toutes obligations en marks allemands dont le lieu d'exécution, au sens du paragraphe suivant, se trouve dans le territoire plébiscité, devront être acquittées en monnaie allemande si ces obligations ont pris naissance avant l'entrée en vigueur du changement de monnaie et si, au moment de la

Titel III

Finanzen

Kapitel 1

Geldwesen

Artikel 306

(1) Während eines Zeitraums, der fünfzehn Jahre nicht überschreiten soll, bleibt die deutsche Reichsmark das einzige gesetzliche Zahlungsmittel in Polnisch-Oberschlesien.

(2) Der polnischen Regierung steht es jedoch frei, schon vor Ablauf der fünfzehn Jahre an Stelle der deutschen Währung die jeweilige polnische Währung einzuführen. Die Währungsänderung darf nur für den Beginn eines Monats festgesetzt werden und ist mindestens zehn Monate vorher im „Monitor Polski" anzukündigen. Die Ankündigung ist der deutschen Regierung alsbald mitzuteilen.

(3) Der deutschen Regierung steht es frei, sich von den in diesem Kapitel übernommenen Verpflichtungen durch Kündigung zu befreien. Die Kündigung ist nur unter Einhaltung einer Frist von drei Jahren und frühestens zum 1. Januar 1929 zulässig.

Artikel 307

§ 1

Sämtliche auf deutsche Reichsmark lautenden Forderungen, deren Erfüllungsort im Sinne des folgenden Paragraphen im Abstimmungsgebiete liegt, sind in deutscher Währung zu erfüllen, wenn sie vor dem Inkrafttreten der Währungsänderung entstanden sind und zur Zeit des Inkrafttretens dieses Abkommens

mise en vigueur de la présente Convention, les droits découlant des obligations en question appartiennent à une personne physique ou juridique allemande ou à une société domiciliée ou ayant son siège en Allemagne, non compris la partie polonaise du territoire plébiscité. Sont notamment considérées comme ayant leur siège en Allemagne, les succursales de banques allemandes désignées à l'article 314. Si, à la date de l'entrée en vigueur de la présente Convention, le créancier n'a pas son domicile ou son siège en Allemagne, l'obligation pourra, après l'entrée en vigueur du changement de monnaie, être acquittée en monnaie polonaise au cours du change du jour, lequel sera calculé conformément au paragraphe 4, alinéas 2 et 3, du présent article.

einer im Deutschen Reich mit Ausschluß des an Polen fallenden Teiles des Abstimmungsgebiets ansässigen natürlichen oder juristischen Person oder Gesellschaft zustehen. Als im Deutschen Reich ansässig gelten auch die im Artikel 314 bezeichneten deutschen Bankniederlassungen. Ist zur Zeit des Inkrafttretens dieses Abkommens der Gläubiger nicht im Deutschen Reich ansässig, so kann die Forderung nach dem Inkrafttreten der Währungsänderung in polnischer Währung zum Tageskurse erfüllt werden. Der Tageskurs wird nach den Bestimmungen des § 4 Abs. 2 und 3 ermittelt.

§ 2

Le lieu d'exécution de l'obligation se trouve dans le territoire plébiscité s'il est stipulé ou autrement déterminé, ou s'il résulte des circonstances et notamment de la nature de l'obligation que la prestation doit s'effectuer dans le dit territoire, ou encore si le débiteur, au moment de la naissance de l'obligation, avait son domicile dans le territoire plébiscité. Le domicile d'affaires en territoire plébiscité tiendra lieu de domicile ordinaire si l'obligation est née au cours des affaires. La seule circonstance que le débiteur a pris à sa charge les frais de l'expédition dans un endroit du territoire plébiscité ne permet pas de conclure que cet endroit est le lieu d'exécution de l'obligation.

§ 2

Der Erfüllungsort liegt im Abstimmungsgebiete, wenn bestimmt ist oder sich aus den Umständen, insbesondere aus der Natur des Schuldverhältnisses ergibt, daß die Leistung im Abstimmungsgebiete zu erfolgen hat, oder wenn der Schuldner zur Zeit der Entstehung des Schuldverhältnisses seinen Wohnsitz im Abstimmungsgebiete hatte. Ist die Verbindlichkeit im Gewerbebetriebe des Schuldners entstanden, so tritt der Ort der gewerblichen Niederlassung an die Stelle des Wohnsitzes, wenn die Niederlassung im Abstimmungsgebiete liegt. Aus dem Umstand allein daß der Schuldner die Kosten der Versendung nach einem Orte des Abstimmungsgebiets übernommen hat, ist nicht zu entnehmen, daß dieser Ort der Erfüllungsort sein soll.

§ 3

Si les obligations spécifiées au paragraphe 1 du présent article qui doivent être acquittées en monnaie allemande sont conditionnelles ou à terme, le débiteur pourra, pendant une période de cinq ans à dater du changement de monnaie, s'acquitter en monnaie allemande de ses obligations, même avant la réalisation de la condition ou l'expiration des délais stipulés, moyennant une dénonciation qui ne portera ses effets qu'à l'expiration de chaque trimestre et trois mois au moins après l'avoir notifiée. Dans ce cas, toutefois, le débiteur sera tenu, si les obligations comportent le paiement d'intérêts, de payer au créancier, au taux fixé, une année d'intérêts à dater du jour de l'exécution de l'obligation. Sans préjudice des dispositions des articles 179, alinéa 2, 186, alinéa 4, et 196 alinéa 3, les rentes seront capitalisées suivant les règles en vigueur. Le créancier pourra

§ 3

Sind die im § 1 dieses Artikels bezeichneten Forderungen in deutscher Währung fällig, und sind sie bedingt oder befristet, so kann der Schuldner sie innerhalb eines Zeitraums von fünf Jahren nach der Währungsänderung drei Monate nach Kündigung auch vor Eintritt der Bedingung oder vor Ablauf der Frist in deutscher Währung erfüllen. Die Kündigung ist nur für den Schluß eines Kalendervierteljahrs zulässig. Der Schuldner ist in diesem Falle verpflichtet, wenn die Forderung verzinslich ist, dem Gläubiger über den Tag der Erfüllung hinaus noch für ein Jahr die vereinbarten Zinsen zu zahlen; Renten sind unbeschadet der Bestimmungen des Artikels 179 Abs. 2, 186 Abs. 4 und 196 Abs. 3 nach Maßgabe der geltenden Grundsätze zu kapitalisieren. Dem Gläubiger steht es frei, die Kündigung abzulehnen. Er verliert jedoch von dem Tage ab, zu dem gekündigt worden ist, das Recht auf Erfüllung

s'opposer à ce que la dénonciation produise ses effets ; mais alors il perdra, à dater du jour où la dénonciation aura déployé ses effets, le droit d'être payé en monnaie allemande, et il ne pourra plus réclamer le paiement qu'en monnaie polonaise au cours du change du jour. La conversion s'opérera conformément au paragraphe 4, alinéas 2 et 3 du présent article.

§ 4

1. — Le Gouvernement polonais aura la faculté de décider que les débiteurs peuvent s'acquitter en marks polonais, au lieu de marks allemands, au cours du jour, de leurs obligations nées entre le moment de l'annonce officielle du changement de monnaie et celui de son entrée en vigueur.

2. — Le cours du jour sera le cours du change établi chaque jour ouvrable par la Chambre de commerce compétente de la Haute Silésie polonaise, d'après la moyenne des cotations officielles de billets polonais, le dernier jour de bourse, à Berlin, à Dantzig, à Katowice et à Varsovie. Ce cours sera affiché quotidiennement dans tous les bureaux de postes des communes de plus de 20.000 habitants. Si une de ces bourses n'est pas ouverte ou si sa cotation manque, on n'en tiendra pas compte dans la détermination du cours du jour.

3. — Si, le jour où le paiement a lieu, le cours du change diffère de celui du jour de l'échéance, c'est au cours le plus avantageux pour le créancier que se fera le paiement.

§ 5

Pour fixer le moment de la naissance d'une obligation, au sens des paragraphes 1 à 4 du présent article, il ne sera pas tenu compte d'accords ultérieurs prorogeant la date d'échéance.

§ 6

Les deux Gouvernements s'engagent à s'abstenir pendant quinze ans de toutes mesures susceptibles d'entraver ou de rendre impossibles pour les débiteurs l'exécution des obligations visées au paragraphe 1 du présent article et l'envoi à l'adresse de leurs créanciers des sommes qu'ils leur doivent, lorsque le créancier habite en Haute Silésie polonaise ou en Allemagne.

Article 308

Les paiements périodiques résultant de contrats de louage de services exécutables en Haute

in deutscher Währung und kann nur Zahlung in polnischer Währung zum Tageskurse beanspruchen. Die Umrechnung erfolgt gemäß § 4 Abs. 2 und 3 dieses Artikels.

§ 4

(1) Die polnische Regierung ist befugt, anzuordnen, daß die Schuldner Verbindlichkeiten, die in der Zeit zwischen der amtlichen Ankündigung der Währungsänderung und deren Inkrafttreten neu begründet worden sind, anstatt in deutscher Reichsmark in polnischer Währung zum Tageskurse erfüllen dürfen.

(2) Als Tageskurs gilt der werktäglich von der für Polnisch-Oberschlesien zuständigen Handelskammer nach dem Durchschnitt der amtlichen Notierungen des jeweils letzten Börsentags in Berlin, Danzig, Kattowitz und Warschau für polnische Noten festzusetzende Kurs. Dieser Kurs ist in Gemeinden von mehr als 20 000 Einwohnern täglich durch Anschlag an sämtlichen Postanstalten bekanntzugeben. Ist eine dieser Börsen geschlossen oder fehlt die Notierung einer dieser Börsen, so bleibt diese Börse für die Berechnung des Tageskurses außer Betracht.

(3) Ist der Tageskurs des Zahlungstags von dem Tageskurse des Fälligkeitstags verschieden, so gilt der für den Gläubiger günstigere Kurs.

§ 5

Für die Feststellung, zu welchem Zeitpunkt eine Forderung im Sinne der §§ 1 bis 4 dieses Artikels als entstanden anzusehen ist, kommt eine spätere Vereinbarung über die Hinausschiebung der Fälligkeit nicht in Betracht.

§ 6

Die deutsche Regierung und die polnische Regierung verpflichten sich, fünfzehn Jahre lang jede Maßnahme zu unterlassen, die den Schuldnern die Erfüllung der im § 1 dieses Artikels bezeichneten Verbindlichkeiten und das Verbringen der Schuldsumme zum Wohnorte des Gläubigers erschweren oder unmöglich machen könnte, sofern der Gläubiger in Polnisch-Oberschlesien oder im Deutschen Reiche wohnt.

Artikel 308

Regelmäßig wiederkehrende Geldleistungen aus Dienstverträgen, die vor der im Artikel 307 § 4 Abs. 1

Silésie polonaise et conclus avant le jour où le changement de monnaie mentionné au paragraphe 4, alinéa 1, de l'article 307, est décidé, pourront, pour autant qu'ils échoient après ce jour, être effectués en monnaie polonaise au cours du jour. Le cours du jour sera déterminé conformément aux dispositions du paragraphe 4, alinéas 2 et 3, de l'article 307.

Article 309

1. — Le Gouvernement polonais s'engage à ne décréter pendant quinze ans aucun moratorium pour la Haute Silésie polonaise, à moins qu'il ne s'applique à la Pologne tout entière. La loi polonaise du 20 novembre 1919 relative à la monnaie en cours dans les territoires antérieurement prussiens *(Dziennik Praw Państwa Polskiego,* N° 91 du 29 décembre 1919) ne s'appliquera pas à la Haute Silésie.

2. — Le Gouvernement allemand s'engage de son côté à ne décréter pendant quinze ans aucun moratorium pour la partie allemande du territoire plébiscité, à moins qu'il ne s'applique à l'Allemagne tout entière.

Article 310

§ 1

1. — Les personnes habitant la Haute Silésie polonaise, qui établissent dûment leur identité au moyen d'une carte de zone ou d'un permis de circulation, peuvent emporter d'Allemagne en Haute Silésie polonaise de la monnaie, des billets, des billets de banque, des mandats, des chéques et lettres de change, jusqu'à concurrence d'un total de 3000 marks allemands à la fois et de 20,000 marks allemands chaque mois, à moins que la loi allemande ne permette d'en emporter davantage.

2. — Au cas où les salaires augmenteraient, les sommes maxima spécifiées à l'alinéa 1 pourraient être élevées par accord entre les Ministères des Finances des deux Parties contractantes ou les autorités désignées par eux.

§ 2

Jusqu'au changement de monnaie, le Gouvernement allemand s'engage à autoriser l'exportation des valeurs étrangères appartenant à des personnes physiques ou juridiques ou des sociétés domiciliées en Haute Silésie polonaise, ou à des personnes physiques ou juridiques ou des sociétés qui exploitent une entreprise agricole, forestière,

erwähnten Anordnung abgeschlossen und in Polnisch-Oberschlesien zu erfüllen sind, können, soweit sie nach diesem Zeitpunkt fällig werden, in polnischer Währung zum Tageskurse bezahlt werden. Der Tageskurs wird nach den Bestimmungen des Artikels 307 § 4 Abs. 2 und 3 ermittelt.

Artikel 309

(1) Die polnische Regierung verpflichtet sich, während eines Zeitraums von fünfzehn Jahren für Polnisch-Oberschlesien kein Moratorium zu erlassen, es sei denn, daß es gleichzeitig für ganz Polen eingeführt wird. Das polnische Gesetz, betreffend die Währung in den ehemals preußischen Landesteilen der Republik Polen vom 20. November 1919 (Dziennik Praw Państwa Polskiego Nr. 91 vom 29. Dezember 1919), findet auf Polnisch-Oberschlesien keine Anwendung.

(2) Die deutsche Regierung verpflichtet sich ihrerseits, fünfzehn Jahre lang für den deutsch gebliebenen Teil des Abstimmungsgebiets kein Moratorium zu erlassen, es sei denn, daß es gleichzeitig für das ganze Deutsche Reich eingeführt wird.

Artikel 310

§ 1

(1) Personen, die in Polnisch-Oberschlesien wohnen und sich ordnungsmäßig durch eine Grenzkarte oder durch eine Verkehrskarte ausweisen, dürfen Geldsorten, Papiergeld, Banknoten, Anweisungen, Schecks und Wechsel jedesmal höchstens im Gesamtbetrage von 3 000 deutscher Reichsmark und bis zum Höchstgesamtbetrage von 20 000 deutscher Reichsmark innerhalb eines Kalendermonats von Deutschland nach Polnisch-Oberschlesien mitnehmen, es sei denn, daß nach den deutschen Bestimmungen die Mitnahme höherer Geldbeträge zulässig ist.

(2) Im Falle von Lohnsteigerungen können die im Abs. 1 bezeichneten Höchstbeträge durch Vereinbarung der Finanzminister der vertragschließenden Teile oder der von ihnen benannten Stellen heraufgesetzt werden.

§ 2

Bis zur Währungsänderung verpflichtet sich die deutsche Regierung, die Genehmigung zur Ausfuhr von ausländischen Wertpapieren zu erteilen, sofern sie in Polnisch-Oberschlesien ansässigen oder solchen deutschen natürlichen oder juristischen Personen oder Gesellschaften gehören, die in Polnisch-Oberschlesien einen landwirtschaftlichen, forstwirtschaftlichen, ge-

industrielle ou commerciale en Haute Silésie polonaise. Cette disposition n'est pas applicable aux valeurs acquises par ces personnes ou par ces sociétés après le 15 janvier 1922. Elle n'est pas non plus applicable, pour autant que s'y opposent des dispositions du Traité de Paix de Versailles, des traités conclus ultérieurement entre l'Allemagne et les Puissances alliées et associées, ou de l'ordonnance du 26 mars 1919 du Ministre allemand des Finances *(Reichsgesetzblatt*, page 333), y compris les dispositions complémentaires. Enfin elle n'est pas applicable aux valeurs étrangères qui servent à garantir le paiement d'arrérages d'impôts dûs à l'Allemagne, aux États allemands ou aux communes allemandes ou groupements de communes allemandes.

Article 311

§ 1

1. — Pour mettre plus facilement à la disposition de la Haute Silésie polonaise la monnaie allemande nécessaire à ses besoins, les succursales de la *Bank für Handel und Industrie*, de la *Deutsche Bank* et de la *Dresdner Bank*, resteront en Haute Silésie polonaise. Les conditions auxquelles les succursales de ces banques exerceront leur activité en Haute Silésie polonaise sont détaillées au chapitre II du présent titre.

2. — A condition que le Gouvernement polonais garantisse aux banques susmentionnées la protection dont elles ont joui jusqu'à présent, celles-ci se sont déclarées prêtes à maintenir leurs succursales en Haute Silésie polonaise, jusqu'au changement de monnaie, et même après pour autant que leur activité y sera encore permise et possible. Sous réserve des restrictions résultant du paragraphe 2 du présent article, ces banques pourront en tout temps supprimer leurs succursales en Haute Silésie polonaise. Le Gouvernement allemand s'emploiera auprès d'elles, à la demande du Gouvernement polonais, pour qu'elles maintiennent leurs succursales jusqu'au changement de monnaie.

3. — Au cas où ces banques feraient usage de leur droit de supprimer leurs succursales en Haute Silésie polonaise, le Gouvernement polonais leur accordera le droit de transporter en Allemagne, au moment de leur départ, tous leurs biens meubles, de quelque espèce qu'ils soient, en franchise de tous droits de sortie et de toutes taxes à l'occasion de la sortie ou de la délivrance de permis d'exportation. Ces

werblichen oder Handelsbetrieb führen. Dies gilt nicht für Wertpapiere, die diese Personen oder Gesellschaften erst nach dem 15. Januar 1922 erworben haben. Es gilt ferner nicht, soweit die Vorschriften des Friedensvertrags von Versailles oder der später zwischen Deutschland und den alliierten und assoziierten Mächten geschlossenen Verträge oder die Verordnung des deutschen Reichsministers der Finanzen vom 26. März 1919 (Reichsgesetzbl. S. 333) nebst Ergänzungen entgegenstehen, oder soweit diese Wertpapiere als Sicherheit für rückständige, dem Deutschen Reiche, den deutschen Ländern oder deutschen Gemeinden oder Kommunalverbänden zustehende Steuern dienen.

Artikel 311

§ 1

(1) Um die Versorgung Polnisch-Oberschlesiens mit deutschen Zahlungsmitteln zu erleichtern, werden die Niederlassungen der Bank für Handel und Industrie, der Deutschen Bank und der Dresdner Bank in Polnisch-Oberschlesien verbleiben. Die Bedingungen, unter denen die Bankniederlassungen in Polnisch-Oberschlesien wirken werden, sind im einzelnen in Kapitel 2 dieses Titels enthalten.

(2) Unter der Voraussetzung, daß die polnische Regierung den genannten Banken den Schutz gewährleistet, den sie bisher genossen haben, haben die Banken sich bereit erklärt, bis zum Währungswechsel und, sofern ihnen der Geschäftsbetrieb weiterhin gestattet und möglich bleibt, auch über diesen Zeitpunkt hinaus ihre Niederlassungen in Polnisch-Oberschlesien beizubehalten. Vorbehaltlich der sich aus § 2 dieses Artikels ergebenden Einschränkungen können diese Banken die Niederlassungen in Polnisch-Oberschlesien jederzeit auflösen. Die deutsche Regierung wird es sich angelegen sein lassen, auf Wunsch der polnischen Regierung auf die Banken in dem Sinne einzuwirken, daß sie bis zum Zeitpunkt des Währungswechsels die in Polnisch-Oberschlesien vorhandenen Niederlassungen aufrechterhalten.

(3) Für den Fall, daß die Banken von dem Recht, ihre Niederlassungen in Polnisch-Oberschlesien aufzulösen, Gebrauch machen, räumt ihnen die polnische Regierung das Recht ein, beim Abzug ihr bewegliches Eigentum aller Art frei von Ausfuhrzöllen und Ausfuhrabgaben nach Deutschland zu verbringen. Unbewegliches in Polen, einschließlich Polnisch-Oberschlesien, belegenes Eigentum dürfen sie behalten.

banques sont en outre autorisées à conserver leur propriétés immobilières situées en Pologne y compris la Haute Silésie polonaise.

4. — Ces droits s'éteignent après un an à dater du jour où les stipulations du chapitre II du présent titre cessent d'être en viguer.

5. — Les mêmes droits sont concédés pour la mêmes période à la *Reichsbank*.

§ 2

1. — S'il s'agit des succursales de Katowice, les banques devront notifier un an d'avance au Gouvernement allemand leur intention de les supprimer, et le Gouvernement allemand portera cette notification à la connaissance du Gouvernement polonais dans un délai de quatorze jours. Des succursales ne peuvent être supprimées avant l'expiration d'une année à dater de la notification qu'avec le consentement du Gouvernement polonais. Si ce consentement est refusé, la Commission financière prévue à l'article 329 décidera sur requête de la banque.

2. — Au cas où le Gouvernement polonais refuserait son consentement, la Pologne s'engage à indemniser la banque pour tout dommage éventuel causé à la succursale par des troubles dans l'intervalle entre le moment de la demande et celui où le consentement est finalement accordé, ou encore celui du changement de monnaie.

3. — Pour le reste, et notamment pour tout dommage résultant de troubles, qui pourrait être causé aux autres succursales que celles de Katowice, en Haute Silésie polonaise, on s'en tiendra à la législation en vigueur.

§ 3

1. — On ne considérerera pas comme suppression de succursale au sens des paragraphes 1 et 2 du présent article, le transfert des affaires des succursales de la *Bank für Handel und Industrie* à la *Oberschlesische Diskontobank A.-G.*, le transfert des affaires des succursales de la *Deutsche Bank* à l'*Oberschlesischer Bankverein*, ou encore le transfert des affaires des succursales de la *Dresdner Bank* à la *Oberschlesische Bank A.-G.* Dans tous ces cas, les dispositions du chapitre II du présent titre sont applicables aux banques auxqelles les affaires sont transférées. Ces opérations de transfert ne nécessitent pas le consentement du Gouvernement polonais.

(4) Diese Rechte erlöschen ein Jahr nach dem Außerkrafttreten der Bestimmungen des Kapitels 2 dieses Titels.

(5) Für dieselbe Zeit stehen diese Rechte auch der Reichsbank zu.

§ 2

(1) Soweit es sich um die Niederlassungen in Kattowitz handelt, sind die Banken verpflichtet, ihre etwaige Absicht, diese Niederlassungen aufzulösen, ein Jahr vor dem für die Auflösung in Aussicht genommenen Zeitpunkte der deutschen Regierung mitzuteilen; die deutsche Regierung wird die polnische Regierung hiervon binnen vierzehn Tagen in Kenntnis setzen. Vor Ablauf eines Jahres seit der Kundgebung der Auflösungsabsicht dürfen die Niederlassungen nur mit Zustimmung der polnischen Regierung aufgelöst werden. Wird die Zustimmung verweigert, so entscheidet auf Anrufen der Bank die im Artikel 329 vorgesehene Kommission.

(2) Die polnische Regierung verpflichtet sich, für den Fall, daß sie die Zustimmung nicht erteilt, die Bank für jeden Tumultschaden, den die Niederlassung in der Zeit zwischen dem Antrag auf Zustimmung und ihrer nachträglichen Erteilung oder dem Tage des Währungswechsels erleiden sollte, zu entschädigen.

(3) Im übrigen, namentlich hinsichtlich der Tumultschäden der außerhalb von Kattowitz in Polnisch-Oberschlesien unterhaltenen Bankniederlassungen, bleibt es bei den geltenden gesetzlichen Bestimmungen.

§ 3

(1) Als eine Auflösung der Bankniederlassungen im Sinne der §§ 1, 2 dieses Artikels wird es nicht angesehen, wenn die Geschäfte der Niederlassungen der Bank für Handel und Industrie auf die Oberschlesische Diskontobank A. G., die Geschäfte der Niederlassungen der Deutschen Bank auf den Oberschlesischen Bankverein A. G., die Geschäfte der Niederlassungen der Dresdner Bank auf die Oberschlesische Bank A. G. übertragen werden. In diesem Falle kommen für die Banken, auf welche die Geschäfte übertragen worden sind, die Bestimmungen des Kapitels 2 dieses Titels zur Anwendung. Für die Übertragung bedarf es nicht der Zustimmung der polnischen Regierung.

2. — La *Oberschlesische Diskontobank A.-G.*, l'*Oberschlesischer Bankverein A.-G.*, et la *Oberschlesische Bank A.-G.*, seront traitées comme les succursales du pays d'origine au sens de l'article 321, alinéa 1.

§ 4

1. — Les Parties contractantes s'engagent à ne rien faire jusqu'au changement de monnaie qui puisse limiter ou rendre plus difficile le transport de marks allemands des succursales ci-dessus désignées aux autres établissements des mêmes banques en Allemagne, et vice-versa.

2. — S'il s'agit de l'envoi de sommes d'argent autres que celles spécifiées à l'article 310, paragraphe 1, le Gouvernement polonais pourra décider que la succursale ne pourra exécuter des ordres d'envois de marks allemands de Haute Silésie polonaise en Allemagne que sur présentation d'un affidavit tel que le prévoit le paragraphe 2 de la loi allemande contre l'évasion des capitaux du 24 décembre 1920 (*Reichsgesetzblatt* 1921, page 33).

3. — Un tel affidavit pourra n'être exigé qu'en ce qui concerne les ordres de personnes physiques ou juridiques ou de sociétés établies en Haute Silésie polonaise ; dans ce cas, on s'en tiendra, pour ce qui concerne l'exécution d'ordres de personnes physiques et juridiques ou de sociétés établies dans d'autres parties de la Pologne, aux dispositions ordinaires du droit polonais. Les succursales allemandes ne sont pas obligées de vérifier l'exactitude des indications d'un commettant, notamment celles qui concernent son siège ou son domicile.

§ 5

Lors de l'octroi à une personne physique ou juridique ou à une société établie en Haute Silésie polonaise d'un crédit en monnaie allemande par la succursale d'une banque allemande établie en Haute Silésie polonaise, les succursales mentionnées au paragraphe 1 du présent article n'ont besoin ni de l'autorisation de la *Reichsbank* ni de celle du Gouvernement allemand. L'autorisation des pouvoirs polonais correspondants n'est pas non plus nécessaire lorsque des crédits en marks allemands sont accordés à des personnes physiques ou juridiques ou à des sociétés établies en Allemagne.

(2) Die Oberschlesische Diskontobank A. G., der Oberschlesische Bankverein A. G. und die Oberschlesische Bank A.-G. gelten als »Schwesternanstalten« im Sinne des Artikels 321 Abs. 1.

§ 4

(1) Für die Zeit bis zum Eintritt des Währungswechsels verpflichten sich die vertragschließenden Teile, das Verbringen deutscher Reichsmark von den bezeichneten deutschen Bankniederlassungen zu anderen Betrieben derselben Banken in Deutschland und umgekehrt in keiner Weise zu beschränken oder zu erschweren.

(2) Soweit es sich nicht um die Versendung von Beträgen in der im Artikel 310 § 1 bezeichneten Höhe handelt, ist die polnische Regierung berechtigt, anzuordnen, daß die Bankniederlassungen Aufträge auf Versendung deutscher Reichsmark aus Polnisch-Oberschlesien nach Deutschland nur ausführen dürfen, wenn ein Affidavit im Sinne des § 2 des deutschen Gesetzes gegen die Kapitalflucht vom 24. Dezember 1920 (Reichsgesetzbl. 1921 S. 33) eingereicht wird.

(3) Die Einführung eines solchen Affidavit kann auf die Aufträge in Polnisch-Oberschlesien ansässiger natürlicher oder juristischer Personen oder Gesellschaften beschränkt werden. Wird von dieser Beschränkung Gebrauch gemacht, so bewendet es hinsichtlich der Ausführung von Aufträgen solcher natürlicher oder juristischer Personen oder Gesellschaften, die in anderen polnischen Gebietsteilen ansässig sind, bei den allgemeinen polnischen Vorschriften. Die deutschen Bankniederlassungen sind nicht verpflichtet, die Richtigkeit der Angaben eines Auftraggebers, insbesondere die Angaben über seinen Sitz oder Wohnsitz, nachzuprüfen.

§ 5

Bei der Einräumung eines auf Reichswährung lautenden Kredits an in Polnisch-Oberschlesien ansässige natürliche oder juristische Personen oder Gesellschaften bedürfen die in § 1 bezeichneten, in Polnisch-Oberschlesien vorhandenen Niederlassungen deutscher Banken weder der Genehmigung der Reichsbank, noch der Genehmigung der deutschen Regierung. Ebensowenig bedarf es einer Genehmigung der entsprechenden polnischen Stellen, soweit auf Reichsmark lautende Kredite an in Deutschland ansässige natürliche oder juristische Personen oder Gesellschaften gegeben werden.

Article 312

La Commission mixte est compétente pour trancher les contestations qui pourraient s'élever entre le Gouvernement allemand et le Gouvernement polonais au sujet de l'interprétation ou de l'application des articles 306, 307, paragraphe 6, 309, 310 et 311, paragraphe 4.

Article 313

1. — Le Tribunal arbitral est compétent pour trancher les contestations qui pourraient s'élever au sujet des droits des banques désignées à l'article 311, paragraphe 1, alinéa 1, ainsi que de la *Reichsbank*, qui résultent de la violation des droits stipulés à l'article 311, paragraphe 1, alinéas 3, 4 et 5.

2. — Il est également compétent pour déterminer le droit des banques à des dommages et intérêts ainsi que le montant de ces dommages et intérêts, conformément à l'article 311, paragraphe 2, alinéa 2.

Chapitre II

Banques

Article 314

Les succursales des banques ci-dessous énumérées pourront continuer leurs affaires sans limitation aucune. Elles sont désignées dans le présent chapitre sous le titre abrégé de succursales.

a) en Haute Silésie polonaise :
La *Bank für Handel und Industrie* (succursales à Katowice, Mysłowice et Rybnik).
La *Deutsche Bank* (succursale à Katowice).
La *Dresdner Bank* (succursales à Katowice, Królewska Huta et Tarnowskie Góry).

b) dans la partie allemande du territoire plébiscité :
La *Bank Przemysłowców w Poznaniu* (succursales à Ratibor, Gleiwitz et Beuthen).
La *Polski Bank Handlowy w Poznaniu* (succursales à Beuthen et Hindenburg).

Si la *Direktion der Diskonto-Gesellschaft* décide d'ouvrir une succursale à Katowice, les dispositions du présent chapitre seront aussi applicables à cette succursale.

Article 315

§ 1

Les succursales ne seront soumises à aucune restriction qui ne serait également applicable aux

Artikel 312

Die Gemischte Kommission ist zuständig für Streitigkeiten zwischen der deutschen Regierung und der polnischen Regierung über die Auslegung und Anwendung des Artikels 306, des Artikels 307 § 6, der Artikel 309, 310 und des Artikels 311 § 4.

Artikel 313

(1) Das Schiedsgericht ist zuständig für Streitigkeiten über Ansprüche der im Artikel 311 § 1 Abs. 1 bezeichneten Banken und der Reichsbank wegen Verletzung der im Artikel 311 § 1 Abs. 3, 4 und 5 festgesetzten Rechte.

(2) Das Schiedsgericht ist ferner zuständig zur Entscheidung über die im Artikel 311 § 2 bezeichneten Schadensersatzansprüche der Banken nach Grund und Betrag.

Kapitel 2

Banken

Artikel 314

Die Niederlassungen der nachstehend aufgezählten Banken (in diesem Kapitel abgekürzt „Bankniederlassungen" bezeichnet) können ihren Geschäftsbetrieb im Abstimmungsgebiet in vollem Umfang fortführen,

a) in Polnisch-Oberschlesien:
die Bank für Handel und Industrie (Niederlassungen in Kattowitz, Myslowitz und Rybnik),
die Deutsche Bank (Niederlassung in Kattowitz),
die Dresdner Bank (Niederlassungen in Kattowitz, Königshütte und Tarnowitz),

b) im deutschbleibenden Teile des Abstimmungsgebiets:
die Bank Przemyslowcow (Niederlassungen in Ratibor, Gleiwitz und Beuthen),
die Polski Bank Handlowy (Niederlassungen in Beuthen und Hindenburg).

Sollte die Direktion der Diskontogesellschaft eine Niederlassung in Kattowitz eröffnen, so gelten die Bestimmungen dieses Kapitels auch für diese Niederlassung.

Artikel 315

§ 1

Die Bankniederlassungen werden keinen Beschränkungen unterworfen sein, denen nicht auch andere

autres banques, tant nationales qu'étrangères. Elles peuvent conserver leur firme sans aucune modification, notamment sans addition ni traduction.

§ 2

La langue en usage au siège central reste la langue commerciale des succursales tant en ce qui concerne leurs affaires que leurs livres. Les succursales polonaises qui, avant l'entrée en vigueur des dispositions du présent chapitre, recevaient des dépôts, même si elles ne se sont pas conformées aux dispositions du paragraphe 9, alinéa 1, de la loi sur l'évasion des capitaux du 24 décembre 1920, pourront continuer à en recevoir tant que les dispositions du présent chapitre resteront en vigueur. Elles devront désormais se conformer à la législation allemande concernant l'évasion des capitaux.

§ 3

1. — Les succursales ne pourront être soumises, sous aucun rapport, à des conditions plus défavorables que celles auxquelles sont soumises les autres banques ou succursales nationales. Elles seront entre autres autorisées à faire des opérations de change comme *Devisenbanken — banki dewizowe*. Les prescriptions relatives aux changes devront être observées, sous réserve des dispositions de l'article 321.

2. — Les succursales ne pourront pas être soumises à des dispositions spéciales ou à des impôts spéciaux qui seraient édictés ou introduits en raison de leur caractère particulier de succursales, et spécialement de succursales de banques étrangères.

§ 4

Pour l'imposition des succursales des banques des deux pays, on prendra uniquement en considération le capital de dotation, le chiffre d'affaires et les bénéfices de la succursale elle même ; le capital, le chiffre d'affaires et les bénéfices du siège central ne seront pas pris en considération. Les Parties contractantes conviennent de fixer, pour la période pendant laquelle les dispositions du présent chapitre resteront en vigueur, le capital de dotation des succursales comme suit :

a) 1° Pour la *Bank für Handel und Industrie:*

à Katowice	Mk.	2,000,000.—
à Mysłowice	»	300,000.—
à Rybnik	»	100,000.—

Banken — inländische und ausländische — unterliegen. Sie dürfen ihre bisherige Firma unverändert, also namentlich ohne Zusatz und ohne Übersetzung, beibehalten.

§ 2

Die Sprache der Zentrale bleibt die Geschäftssprache in ihren Betrieben und in ihren Geschäftsbüchern. Die polnischen Bankniederlassungen dürfen für die Dauer der Geltung der Bestimmungen dieses Kapitels in dem deutschbleibenden Teile des Abstimmungsgebiets Depot- und Depositengeschäfte betreiben, auch wenn sie diese Geschäfte bisher ohne das Vorliegen der Voraussetzungen im § 9 Absatz 1 des Gesetzes gegen die Kapitalflucht vom 24. Dezember 1920 (Reichsgesetzbl. 1921 S. 33) betrieben haben. Sie haben sich fortan nach der deutschen Kapitalfluchtgesetzgebung zu richten.

§ 3

(1) Die Bankniederlassungen dürfen in keiner Beziehung schlechter gestellt werden als andere inländische Banken und Bankniederlassungen. Insbesondere müssen sie auch als Devisenbanken bestellt werden. Die Devisenvorschriften sind, unbeschadet der Bestimmungen des Artikels 321, zu beobachten.

(2) Die Bankniederlassungen dürfen keinen Sonderbestimmungen oder Sonderbesteuerungen unterworfen werden, die aus ihrem Charakter als Zweigniederlassungen, insbesondere als Niederlassungen ausländischer Banken, hergeleitet werden.

§ 4

Für die steuerliche Behandlung der beiderseitigen Bankniederlassungen ist ohne Rücksicht auf Kapital, Umsätze und Erträgnisse der Zentralen, ausschließlich das Dotationskapital, die Umsätze und Erträgnisse der Niederlassungen selbst maßgebend. Die vertragschließenden Teile sind darüber einig, daß für die Geltungsdauer dieses Kapitels als Dotationskapitalien gelten bei den Niederlassungen:

a) 1. der Bank für Handel und Industrie

in Kattowitz	2 000 000 ℳ,
in Myslowitz	300 000 »
in Rybnik	100 000 »